enda newsletter

Réseau Enda Tiers-monde - n° 6 - Décembre 2019

Bâtisseur d'alternatives

Projet cofinancé par l'Union européenne

LUXEMBOURG AID & DEVELOPMENT

REUSSIR L'AGENDA 2030 (ODD)

Transformation

A travers la vingtaine d'entités qu'elle compte en Afrique, en Asie et aux Amériques, Enda s'est lancé dans le projet «Renforcement du rôle et de la place des sociétés civiles du Sud dans la mise en œuvre d'un Agenda 2030 transformateur».

Prévu pour durer de 2019 à 2022, ce projet vise à renforcer les réseaux de la société civile de manière à maximiser l'efficacité de leur action dans l'élaboration des politiques sur les domaines liés au développement. Ceci aux niveaux global et régional. Le projet bénéficie des soutiens de l'Union européenne et de la Coopération luxembourgeoise.

Editorial

Comment faire pour ne laisser personne derrière

(...) Il a fallu une crise écologique majeure, parallèle à une succession de crises (financière, alimentaire, énergétique, etc.) imbriquées, pour que le monde se réveille et se résolve à envisager un changement radical de paradigme. Face aux impasses et après les Objectifs du millénaire pour le développement (Omd) - qui visaient à réduire l'incidence de la pauvreté et les «externalités négatives» du «système» -, les Nations-Unies ont lancé, en 2015, un ambitieux programme, un agenda universel qui se veut transformateur. Il s'agit de l'Agenda 2030 dans lequel s'insèrent les Objectifs de développement durable (Odd).

Ainsi les Odd, plus largement le "Programme de développement durable à l'horizon 2030" (dénommé encore Agenda 2030), ont pris le relais des Omd. Mais cette fois, en tant que convention de portée universelle, son champ d'intervention est élargi par rapport aux Omd, passant des huit à dix-sept objectifs. On comprend maintenant qu'on ne peut adresser les questions de pauvreté de façon isolée. On doit plutôt transformer le monde en tenant compte simultanément des dimensions sociales, économiques, environnementales, auxquelles il faut ajouter celle de la gouvernance.

Sur la base de ces piliers, la communauté internationale entend développer un programme qui aura en son centre les «5 P» : les Peuples, la Planète, la Prospérité, la Paix, les Partenariats. A Enda, il s'agit de *«ne laisser personne de côté dans cette formidable quête collective»*, pour reprendre un des principes directeurs phares que l'on trouve dans l'introduction du texte de la résolution de l'Onu adoptée en 2015. Mais sachant que chaque pays a ses circonstances, ses réalités et ses contraintes spécifiques, comment chaque entité (de Enda) aura à traduire ces engagements généreux en réalités ? Comment adapter les modèles économiques avec tout ce que cela demande comme efforts aux pays du Nord pour sortir de leurs zones de confort ?

(Suite page 2)

Les Odd en direct de New York – Juillet 2019

Minutes d'un sommet

Mame Aïsssatou Mbaye «Maïta», chef de projet à Enda Ecopop, a participé au Sommet politique de haut niveau (High-level Political Forum – Hlpf) **sur les Objectifs de développement durable, tenu du 9 au 18 juillet 2019 à New York. Tout au long de cette rencontre, ses échanges ont été constants avec les équipes de Enda à travers le monde, pour discuter des défis et des enjeux qui se sont posés au cour de cette rencontre. *Enda Newsletter* en a retenu des extraits (en anglais et en français)...**

Mame Aïsssatou Mbaye lors du Forum de New York (ci-dessous).

10/07/2019 à 14:03 - *Maita:* One big issue for panelists is to have youth empowerment in the process because the global agenda for 2030 is for them

10/07/2019 à 14:05 – *Maita :* Another point is the inclusion of social dimension in the sustainable development with for example

10/07/2019 à 14:06 - M*aita:* Social protection for leaving no one behind

10/07/2019 à 14:08 - (*interlocuteur*) *:* Ok mais comment? Après les principes on est en 2019 il faut opérationnaliser

10/07/2019 à 14:10 – *Maita* : The keynotes speakers share another idea for include islands area in the SDGs process because they are very concerned about climate changes challenges and their access to social services for their well-being

10/07/2019 à 14:13 - *Maita*: Some ideas that they talk about are to have specifics politics for youth and to develop, implement program with their participation at all levels

10/07/2019 à 14:13 – *Maita* : And the other idea is to monitor and evaluate youth program with youth people

10/07/2019 à 14:14 – *Maita* : Social inclusion for vulnerable people like youth and women.

Suite page 3

Comment faire pour ne laisser personne derrière

(**Suite de la page 1)**

Si les dirigeants seraient convaincus, quelles marges de manœuvres auraient-ils dans cette époque où resurgissent sur la scène politique les replis identitaires, l'enfermement, les égoïsmes, la xénophobie, etc. ? Comment articuler en termes de cohérence ce qui se passe dans les hautes sphères et les réalités des pays et des territoires ? Comment assurer une action cohérente à l'échelle même des pays, dans la mesure où les départements ministériels sectoriels ont une longue tradition de cloisonnement et tiennent jalousement à leurs « territoires » ? Comment mettre les citoyens au cœur du processus ? Comment réaliser concrètement ce principe du « leave no one behind » ? Comment revoir nos relations de coopération entre le Nord et le Sud ? Cela ne suppose-t-il pas des remises en causes réciproques ?

En effet, des liens basés sur l'hégémonie et la domination ne feront que faire perdurer les menaces qui pèsent sur le monde, l'Europe en particulier (notamment en lien avec migration, paix et sécurité, Ape, etc.) ; mais, également, l'absence de prise de responsabilité sur son propre destin et la logique d'assistanat sont incompatibles avec l'atteinte des Odd… Comment assurer un suivi pertinent et adapté des progrès ?

Le développement, durable mot galvaudé s'il en, est tel qu'il est difficile de le faire saisir au citoyen lambda et à tous ceux qui, même experts, se sont habitués ou restent formatés par le cloisonnement sectoriel ou l'hyper spécialisation dans le traitement des situations, d'un point de vue administratif, scientifique, etc. Dire que tout phénomène doit désormais être approché et régulé en tenant en compte à la fois et en même temps de l'économique, du social et de l'environnemental nous place dans la complexité. Cette complexité est celle de la vie elle-même, celle de la société, celle du monde, etc., mais nous nous sommes habitués à autonomiser l'économique par rapport au culturel ou à l'environnemental pour ensuite nous évertuer à trouver des outils et instruments artificiels (des béquilles ?) pour penser leur articulation.

La valeur ajoutée des Omd ne sera matérialisée que si les Odd sont effectivement mis en œuvre. Or, les Omd étaient basés sur un récit simple et facilement compréhensible lié à la lutte contre la pauvreté, alors que les Odd sont basés sur une approche du développement plus complexe qui nécessite plus d'explications et de communication

Pour « faire des Odd une réalité », Enda Tiers Monde estime que les transformations des modèles de développement, des comportements, etc., sont au cœur du processus de l'agenda 2030 et méritent une attention et une analyse tout aussi prégnantes que les Odd eux-mêmes. Dans le même sens, la mise en œuvre des Odd conduit à passer d'objectifs de résultats à des objectifs de moyens. En effet, dans l'agenda 2030, on raisonne sur une vision idéaliste, à savoir : la description d'un monde durable en 2030 à partir des Odd. Une vision pragmatique consiste à définir, étape par étape, les moyens nécessaires pour parvenir à plus de durabilité sans détailler à l'avance le gain en durabilité que l'on obtiendra comme dans les Odd actuellement. C'est dans ce cadre que s'inscrivent les propositions alternatives des membres du réseau Enda, pour de véritables transformations. (....)

Moussa MBAYE

(Extrait du discours prononcé lors du lancemet du projet de Enda sur les Odd)

FORUM POLITIQUE DE HAUT NIVEAU SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

La société civile s'est ajustée avant New York

A un mois du Forum politique de haut niveau (Fphn) sur le développement durable, tenu en juillet 2019, en prélude à l'Assemblée générale des Nations Unies, la Plateforme des organisations de la société civile du Sénégal pour le suivi des objectifs de développement durable (Posco-2030) a organisé un atelier de partage sur son rapport de contribution à ce sommet (voir *Minutes d'un Sommet*). Une cinquantaine d'organisations de la société civile ont participé à la réunion qui s'est tenue le dans les locaux d'Enda.

L'Objectif de développement durable n°4 (Odd4) était le point principal des discussions. Mais le secrétaire exécutif d'Enda, Moussa Mbaye, a rappelé que *«les Odd ne peuvent pas être cloisonnés. La démarche doit être transversale»*. Il a aussi souligné que *«cette plateforme* (Ndlr: Posco) *qui regroupe une diversité d'acteurs de la société est importante. Le fait qu'elle reste en lien étroit avec les ministères permet une cohérence dans la mise en place des politiques et favorise la réalisation concrète des Odd»*.

Mame Aïssatou Mbaye d'Enda Ecopop, chargé de représenter le Réseau Enda Tiers monde au Fphn, a exposé les points de vue de celui-ci par rapport à ce qui est attendu de la société civile dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030.Elle a rappelé que, par rapport à la logique de Enda, il s'agit d'un Agenda transformateur répondant aux «5P» : Peuples, Planète, Prospérité, Paix et Partenariats. Ce qui revient à souligner l'universalité des Odd mais aussi le principe de ne laisser personne derrière, ainsi que l'interdépendance entre les 17 objectifs, leur indivisibilité et les partenariats multiples qui s'imposent.

Il faut permettre l'éducaton des enfants, mais aussi améliorer le cadre pour une éducation de qualité.

Soulignant les manquements dans la mise en œuvre des Odd au Sénégal, surtout dans l'absence de chaînage entre les objectifs, Mme Mbaye note que ce qui doit être renforcé dans les examens nationaux volontaires (*Vrn*) c'est de *«recentrer les analyses autour des principes des Odd, avec une intégration des expériences d'apprentissage du développement durable au niveau des populations, une cohérence entre les plans nationaux et les engagements internationaux, mais aussi une remontée et une implication des expériences de la société civile à travers les données de terrain»*, etc.

Cadre de réflexion

Cette réunion a aussi l'occasion pour Abdou Karim Lô, de SenEval, de procéder à une présentation du résumé exécutif du rapport réalisé par Posco, qui portait essentiellement sur l'Odd 4. Dans un contexte mondial, marqué par des millions d'enfants non encore scolarisés, les retards notés au Sénégal restent importants, souligne-t-il. Notamment sur les questions liées à l'équité territoriale et à l'équité genre. *«Il faut une offre éducative plus diversifiée, pour que chacun puisse s'y retrouver et y trouver des réponses à ses préoccupations»,* a-t-il souligné.

L'Odd4 s'inscrit dans le Programme d'amélioration de la qualité, de l'équité et de la transparence (Paquet), mais comme le note M. Oumar Tandia de Enda Ecopole, *«le Paquet n'est pas connu de l'enseignant du fond du Sénégal, de l'éleveur ou du paysan»*.

Des groupes de travail se sont par la suite réunis autour du rapport pour y apporter des inputs, avec pour objectif de partager le document final entre les organisations de la société civile et de le porter aux autorités. A ce propos, Mme Diouck qui représentait le ministère de l'Environnement et du Développement durable a rappelé que l'Etat a le devoir d'*«associer la société civile dans la réflexion afin d'être sur de ne laisser personne en rade»*. A quoi M. Oumar Bassirou Diop, de la Direction générale de la planification et des politiques économiques du ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération, ajoutera que *«les conclusions de ces travaux vont entrer dans le cadre du rapport bilan de l'Etat« qui est en cours de finalisation»*.

Posco-Agenda 2030, maitre d'oeuvre de cet atelier, a été lancée en septembre 2017 sous l'égide de la Cosydep, *«en tant que cadre de réflexion, d'action et de synergie à travers des actions et des rapports pour donner le point de vue des citoyens sur la mise en œuvre et les résultats des ODD».* Selon son secrétaire exécutif, M. Oumar Sow, ellel compte produire un rapport de contribution sur la mise en œuvre et le suivi des Odd au Sénégal pour l'année 2019 ●

Permettre aux filles de s'épanouir à l'école.

Les Odd en direct de New York – Juillet 2019

Civil society unit Youth steering committee

10/07/2019 à 15:00 - *Maita*: Official session n°2 DGC civil society unit Youth steering committee at the UNHQ
10/07/2019 à 15:01 - *Maita*: You will see in the video only youth and child. A little girl who take place comfortably in the session
10/07/2019 à 15:10 – *Maita* : Young people are on the fleck on this HLPF. May be we can have creative and innovative solutions from them regarding the global Agenda
10/07/2019 à 15:16 - *Maita*: They suggest intergenerational dialogue at the all levels for see the better way to adopt for concrete actions
10/07/2019 à 18:13 (*interlocuteur*) : It would not be only at school, all youth education spaces
10/07/2019 à 18:14 (*interlocuteur*) - this should include those who are not at school

Suie page 4

Les Odd en direct de New York – Juillet 2019

Comment faire dans les 10 ans à venir ?

10/07/2019 à 20:28 - (*interlocuteur***)** : Pour les 10 ans à venir, la question est maintenant comment faire? Avec qui ? Etc... tout cela concrètement....
10/07/2019 à 20:30 - (*interlocuteur*) : Et non plus des recommandations...
10/07/2019 à 20:32 - (*interlocuteur*) : un plan d'actions concrètes a mettre en place
10/07/2019 à 20:34 (*interlocuteur***)** : Donc c le tps de l'action...qui devrait être opérationnalisé
10/07/2019 à 20:34 - (*interlocuteur*) : Tout à fait, avec des engagements budgétaires des Etats, Des partenariats Odd17, etc
10/07/2019 à 20:36 - (*interlocuteur*) : C'est cela les prochaines VNR (examens nationaux volontaires)
10/07/2019 à 20:36 - (*interlocuteur*) : Enfin ce devrait être cela !
10/07/2019 à 21:04 - Maita: Je suis entièrement d'accord avec vous. A mon humble avis le fait qu'on en soit à ce stade de discussions après 4 ans est révélateur de beaucoup de choses... Surtout en termes de compréhension, d'appropriation, d'engagement des acteurs à tous les niveaux (Est-ce que les acteurs sont convaincus de la plus-value des ODD ? Est-ce qu'ils sont convaincus que ce que les OMD n'ont pas pu régler les ODD vont le régler ? Etc.) Bref attendons de voir ce qu'on aura la semaine prochaine quand les États/Gouvernements seront là... On reste optimiste on a encore 11 ans au compteur
10/07/2019 à 21:06 - (*interlocuteur*) : Je partage l'analyse. Restons optimistes et à fond pendant 11 ans alors ; y a du pain sur la planche.

Suite page 5

SENEGAL

De l'épice Gouvernance pour faire de la bonne sauce ODD

Il faut rendre compte aux populations et les inscrire au début des processus.

Il est clair que nous avons TOUS le devoir de nous engager pour notre propre développement. C'est une urgence ! Il est même très urgent que le citoyen s'implique et s'approprie les questions de développement durable. Mais est-ce qu'il existe des cadres qui permettent et facilitent la participation ou le positionnement du citoyen dans les processus de développement durable ? Est-ce que nos modes et modèles de gouvernance laissent une vraie place au citoyen ? Est-ce que Fatou ou Abdou, deux jeunes qui rêvent d'un cadre d'expressions de leurs besoins peuvent espérer une réelle prise en compte de leurs points de vue et préoccupations de jeunesse d'ici 2030 ?

J'aurai bien aimé répondre positivement à Fatou et Abdou, les rassurer... Mais ne nous voilons pas la face ! Rien que pour une implication « sincère » de la société civile, nos limites en matière de gouvernance s'affichent au grand jour. Mais ça, c'est à un autre niveau de gouvernance… Nous en reparlerons. Et il n'y a pas d'inquiétudes. Une nouvelle génération de gouvernants véritablement prompts à une gouvernance sobre et vertueuse en assurera l'effectivité. Très bientôt même !

Mais, en attendant, nous pouvons au moins avoir ces moments d'interactions au sein de nos collectivités territoriales. Fatou et Abdou peuvent agir et exiger de meilleures approches de gouvernance à leur maire. Ils peuvent exiger la tenue de conseils de quartiers dans n'importe quelle commune à Dakar ! Les maires ont l'obligation d'impliquer et de rendre compte à leurs populations !

On ne peut pas parler de durabilité si les populations ne sont pas au début et à la fin des processus de gestion des questions et problématiques locales de développement. On ne peut gérer les inondations que nous vivons dans nos villes sans associer les citoyens dans la réflexion et même dans la prise de décisions, mêmes celles budgétaires.

La gouvernance, surtout celle territoriale, teintée de participation citoyenne et d'inclusion sociale, est aujourd'hui un levier incontournable pour se développer et même durablement. Et pour que ce développement soit durable, il faut impérativement mettre Fatou et Abdou au cœur des processus. Il faut que toutes les catégories de la population soient associées aux différents processus de développement enclenchés sur leurs territoires, là où ils ont un vécu, voire un attachement culturel et social.

L'épice gouvernance faiblement inclus

D'après l'Agenda 2030, 17 condiments (oups !... Objectifs de Développement Durable - ODD) sont nécessaires pour faire une bonne sauce «développement» dont toutes les populations du monde pourront se délecter à vie. Malheureusement, au Sénégal, l'épice gouvernance est encore faiblement incluse dans les condiments de la «sauce» développement durable. Elle n'est pas systématiquement associée à la formulation de nos politiques publiques de développement. Alors que tout est question d'Humain, ici.

Les territoires sont gérés

Suite page 5

Suite de la page 4

par des Hommes. La nation est gouvernée par un Homme (ou une Femme ?). Donc cela coule de source que si ces Hommes qui gèrent la cité ont une philosophie et un comportement qui intègrent la bonne gouvernance, nous n'aurons peut-être plus besoin de lobbies qui nous imposent leurs logiques et intérêts. C'est-à-dire simplement avoir une gouvernance qui vise un développement durable de tous les territoires, sans exclusion ou marginalisation, une gouvernance qui replace l'Humain dans toutes ses dimensions au cœur des programmes et projets.

C'est établi. La bonne gouvernance doit être à la base de toute lutte contre la pauvreté (même contre la corruption). Nous ne pouvons prétendre aux valeurs de redevabilité ou de transparence sans pour autant songer à mettre en place des mécanismes de gouvernance efficaces, qui répondent aux besoins prioritaires des populations. Les gouvernants ne sont payés que pour ça d'ailleurs ! Fatou et Abdou ont besoin d'institutions «SMART», d'institutions fortes et efficaces. Etre transparentes dans leur gestion est un bon point, certes, mais il faut, en amont, que les orientations budgétaires soient moins politistes et plus sociales.

La demande est là, bien imposante et nos dirigeants devraient en avoir peur… D'ailleurs un homme avertit en vaut combien au Sénégal ? Juste une question de réflexion entre amis… Le plus important c'est qu'on s'accorde sur le fait que la performance de nos institutions publiques ou territoriales est capitale pour sortir durablement de cette pauvreté.

Mes chers amis, faisons un peu de maths… D'ici 2030, Institutions fortes plus Citoyens engagés et impliqués égale meilleure qualité et meilleur cadre de vie sain pour Fatou et Abdou ! A bon entendeur…

Mame Aïssatou MBAYE
Ecopop

FORUM SUR LE CONTENU LOCAL

Comment aider les communes à tirer profit des industries extractives

Enda Lead Afrique Francophone, en partenariat avec la Chambre des mines du Sénégal et le ministère des Mines et de la Géologie, a oganisé, les 17 et 18 septembre 2019, un forum sur le contenu local dans le Sénégal oriental. L'objectif général de ce forum était d'analyser les enjeux et défis de la Promotion du contenu local pour un développement durable

En effet, les possibilités de partenariat commercial et politique, ainsi que les opportunités de coopération au développement qu'offre l'essor du secteur minier, appellent une meilleure implication des populations, des collectivités territoriales et des organisations communautaires de base dans le processus d'affectation et d'exploitation des ressources naturelles. Les communautés appellent ainsi à une plus grande justice sociale et économique, à une plus grande équité et à plus de transparence dans l'attribution des concessions d'exploitation minière. Elles appellent aussi à une gestion participative et inclusive des activités extractives tout au long des phases du projet minier.

Le Sénégal oriental, entre

Suite page 6

Le site de Kharakhéna au Sénégal Oriental : un océan de misère.

Les solution aux défis

A la lumière des travaux du Forum sur le contenu local dans les industries extractives, il a été constaté que des acquis non négligeables existent, mais auss que les PME et PMI des régions minières sont confrontées à des difficultés majeures. Celles-ci se résument aux faibles capacités techniques et financiers, au non-respect des délais de livraison (pme pmi) et de paiement (sociétés minières), au non accès à l'information (offres des entreprises minières) et aux nsuffisances organisationnelles.

Dans le but de trouver un début de solution à ces défis majeurs qui plombent l'efficacité de la promotion du contenu local dans le secteur minier, les participants ont proposé une batterie de mesures au profit des Pme. Il s'agit, entre autres, des activités qui tournent autour de :

- la promotion d'un mentorat et d'un partenariat entre fournisseurs de catégories différentes,
- l'appui aux groupements féminins qui s'activent dans le maraichage,
- la mise en place d'un fond d'appui au contenu local dans le secteur minier,
- la capacitation des fournisseurs,
- l'élaboration d'un plan d'approvisionnement annuel,
- la mise en place d'une plateforme web dédiée au contenu local,
- la capacitation des structures fédératives existantes ; Chambres des métiers et Chambres de commerce
- la cartographie des fournisseurs locaux (mise en place d'une base de données)
- l'accompagnement des Pme dans leurs formalisations et à une meilleure structuration,
- la facilitation des Pme à l'accès aux prêts bancaires (rapidité-flexibilité-transparence-information)
- l'organisation des corps de métiers en fédérations ou associations

• La promotion de l'implication du ministère de tutelle ●

Des population de la Casamance ne se retrouvent pas dans le partage des dividendes et manifestent contre l'affectation de leurs terres de culture à l'exploitation du Zircon.

autres régions du pays, est doté d'importantes ressources minières. C'est dans cette partie du Sénégal que se situent les différentes réserves de minerais estimées à :

- 800 millions de tonnes de minerais de fer de bonne qualité situés dans les 3 principaux massifs de Koudékourou, Kouroudiako et Karakèna,
- 376,7 tonnes d'or au niveau des sites de Sabodala, Massawa, Boto, Tomboronkoto, Golouma et Masato,
- 1,4 millions de tonnes de marbre à Bel Ndébu et Bandafassi,
- 2 000 tonnes d'uranium à Saraya.

Il existe aussi de nombreux autres minerais tels que le manganèse, le diamant, etc. Ces potentialités, conjuguées à la relative stabilité politique du Sénégal, attirent de plus en plus d'investisseurs étrangers (multinationales minières), dont certains ont une envergure mondiale. Les uns sont en exploration, les autres en exploitation. Teranga Gold Operation et Afrigold sont dans le département de Saraya et Toro Gold dans la zone de Kédougou.

À côté de ces entreprises qui sont dans l'exploitation, plusieurs dizaines d'autres s'investissent dans l'exploration. Il s'agit, entre autres, de Iamgold, Randgold, Mako Exploration Compagnies, JV EMC-Stratex, Sonko & Fils, Kansala Ressources, Bassari Ressources, Sabodala Mining Corporations, etc.

Restent maintenant les revenus que peuvent en tirer les populations. Car le code minier sénégalais comporte des avantages pour les communautés. Il vise en effet l'amélioration des retombées financières pour les collectivités territoriales d'implantation des industries extractives, la gestion de l'environnement et la réhabilitation des mines et carrières. Il incite aussi à recourir à l'expertise locale dans la fourniture de biens et de services, et ce, dans une perspective d'augmentation de la valeur ajoutée locale et la création d'emplois locaux dans le cycle de vie des projets miniers.

Maximiser les retombées

Avec la Responsabilité sociale et environnementale (Rse) et le contenu local, il s'agit aussi d'offrir aux entreprises minières un cadre idéal de reconquête de leur légitimité fortement écorchée. Leur intervention en matière de santé, d'éducation, de promotion des activités génératrices de revenus, etc., est en effet appelée à faciliter leur implantation dans les territoires, mais aussi à contribuer au développement socioéconomique de collectivités locales qui sont confrontées à des difficultés financières majeures dans la réalisation de leur mission de développement local.

Des études récentes dans la zone éco-géographique du Sénégal oriental montrent que 40% des ménages de la région vivent en dessous du seuil de pauvreté. La nécessité d'une meilleure redistribution des richesses minières dans ces terroirs d'exploration et/ ou d'exploitation (Kédougou, Thiès et Matam), invite à poser la question des relations d'affaires suscitées par les chaines d'approvisionnement entre les entreprises minières et les acteurs économiques locaux.

Les nouveaux projets d'envergure, ayant des besoins importants d'approvisionnement en biens et services à toutes les étapes de leurs opérations - de la recherche à la production - peuvent offrir des opportunités considérables en termes de création d'emplois et de développement de chaines de sous-traitances locales ayant la capacité de se conformer aux standards exigés par les entreprises minières et de les approvisionner pendant tout le cycle de vie du projet minier.

Face à ces défis, l'Etat et les compagnies minières gagneraient à développer le contenu local dans le but de maximiser les retombées économiques et sociales de leurs activités à l'échelle des communautés C'est dans cette perspective que TGO avait pris la décision, en 2016, de renforcer les capacités de ces fournisseurs locaux et hisser leur compétences dans l'exercice de leurs métiers. Une initiative copiée d'une autre manière par Toro Gold, en partenariat avec le Lycée technique et minier de Kédougou.

Malgré cette volonté, la promotion du contenu local demeure une problématique qui nécessite de sérieuses concertations qui aideraient à dégager des recommandations fortes et de mettre en place une politique et un cadre de gouvernance inclusif au niveau du Sénégal oriental, voire au niveau national.

●

Les Odd en direct de New York – Juillet 2019

Renewing the ambition

14/07/2019 à 16:18 - *Maita*: Synthesis of Thursday 11 July, 2019

1. partnering with Civil Society, citizens to achieve SDG 16
2. Participatory and inclusive tools to build capacities in leaving no one behind
3. Voices of SDG 16+ with stories of Global Action Public Forum Event from TAP Network Initiative
4. Renewing the ambition of the 2030 Agenda for sustainable Development : civil society perspectives on principles for a successful HLPF review
5. Review of SDGs implementation and interrelations among goals
6. Need to be focus on quality of data for convince government to integrate civil society
7. Must develop methodology and tools at each country level for improve monitoring including civil society and citizens
8. Make leaders accountable to the SDGs
9. As civil society we need to have a constructive dialogue for more advocating on SDG 16+
10. Including youth in the decision making process
11. Financing SDGs : moving from words to actions
12. Mobilize Private sector for the localization of SDGs
13. Systematisation of actions against inequalities
14. Need to have qualitative and coherent approach for better adapt SDGs targets and indicators
15. Promote legislation around business
16. Trust between government and people need to be reinforce
17. GINI indicators for better include gender aspects (women major group)
18. Importance of national reporting on the 2030 agenda both by government (VNRs) and Civil Society ("Spotlights" or "Shadows" reports)
19. The Committee for Development Policy (CDP) did an analysis of 2018 VNRs for see how countries addressed three key issues regarding I)leaving no one behind ii)pursuing global partnership as means of implementation (SDG17) iii) Quality education (SDG4) while the VNRs contain many interesting examples for mutual learning and sharing of good practices.

CLIMATE ACTION SUMMIT 2019

Le 23 septembre le Sommet sur le climat s'ouvrait aux Nations Unies, en présence d'une soixantaine de chef d'Etat. Au-delà des déclarations faites par ces derniers, plusieurs conférences et panels ont marqué ce sommet. Aïssatou Diouf de Enda Energie a assisté à cette rencontre. En marge des travaux, elle a entretenu des échanges constants ont eu lieu avec ses collègues de Enda. Extraits

Apprendre pour mieux localiser les Odd

23/09/2019 à 16.17 : Aïssatou Diouf : Les Etats qui prennent la parole vont annoncer des mesures.

Germany – Angela Markel : in 2030 we want to two third of our energy from RE, in 2038 we will phase out coal, tournaround of our transport sector in the next few years. We will introduce a CO2 pricing on the national level. Paris agreement is the basis, industrial nations are those who cause dit, developing coutries are suffering. Germany will double our finance pledge especially 1.5 billion to GCF.

France : Climate Finance the immediat priority is the GCF. The session to discuss i twill take place in one month. France will put 1.7 billion into the funds.

RDC : Our region has the most imoortant and beautiful forest. These forest play a crucial role in regulating the climate. The forest of the Congo plays an unprecedented ecological crisis. Countries in Africa have committed to reveiw their NDCs, with a focus on forest. Its difficult for us to understand how the conversesd forest in the world can only receive less than 1% ot the resources available for forest protection

23/09/2019 à 19.14 : Aïssatou Diouf : Climate Action summit announcement on finance

Qatar to provide to LDCs and SIDs : 100 millions

France announced 80% contribution in grants

Iceland , Norway, Sweden, Slovakia, Denmark double contribution to GCF.

Quebec announced 3 millions to the Adaptation Fund.

23/09/2019 à 00.31 : Aïssatou Diouf : Closing remarks from UNSG

In planning this Summit I had one objective : this need to be a summit of actions, not plans. I thank you for you for delivering on it. I thank the young people from all over the world to hold my generation accountable.Today, the world saw clear ambition.

- 77 countries committed to Net Zero by 2050, joined by cities and industry,
- 70 countries announced they will boost their NDCs by 2020
- A group of words largest asset owners committed to move to carbon neutral portfolio.∫

We need to see more progress on carbon pricing and endign coal and other FF subsidies. The coalition committed to stop building new coal plants planned to be built before and after 2020 is still alarming. I repeat again, no new coal plant should exist after 2020.

23/09/2019 à 19.57 : Le forum se veut un cadre de dialogue multi-acteurs pour rappeler le rôle moteur que les collectivités locales vont jouer dans la mise en œuvre de l'Agenda 2013. Nous avons entendu les jeunes nous interpeler. Il nous faut prendre nos responsabilités, travailler ensemble pour en faire une réalité. Les villes ont la capacité de produire les changements nécessaires au niveau local. L'enjeu est de faire attention aux villes qui ont moins de ressources et de capacités pour atteindre les Odd. Il faudra mettre en place des mécanismes de gouvernance et des processus de suivi pour faire évoluer les choses au niveau local. Cameroun

UN Habitat : Sans les villes, il serait impossible pour les Etats d'atteindre leurs engagements. L'enjeu est d'apprendre des villes, d'apprendre avec les villes et faire avec les villes. Il faut partager les bonnes pratiques pour arriver à plus d'ambitions. L'agenda international devrait mettre villes au premier plan.

23/09/2019 à 20.26 : Aïssatou Diouf : Les collectivités locales tiennent la solution pour ne laisser personne pour compte. Les villes sont responsables aujourd'hui de 72% des émissions de GES et si rient n'est fait, elle pourraient consommer prochainement 80 milliards de ressources naturelles dans les années à venir pour faire face aux besoins croissants. Le rapport sur le développement durable a identifié 6 points qui pourraient aider à la transformation à l'échelle locale. Il faut apprendre des bonnes pratiques pour mieux localiser les Odd.

23/09/2019 à 20.36 : Aïssatou Diouf :

Président Cités unies : Nous faisons face aujourd'hui à des défis, les problèmes au niveau global ne peuvent se résoudre qu'au niveau local. Le défi est de travailler ensemble avec les sectoriels pour réponde aux enjeux locaux, répondre aux besoins primaires et permettre aux gouvernements de capitaliser. La mise en œuvre des Odd et de l'Accord de Paris est une opportunité pour les villes pour développer des stratégies d'atténuation, des modèles d'adaptation et des outils d'évaluation qui peuvent constituer des mécanismes de transparence. Les mots clés devraient être : Ambitions, Partenariat, Solution.

23/09/2019 à 20.55 : Aïssatou Diouf :

Maire de Barcelone

Accord de Paris, Agenda 2030, Agenda urbain, pourquoi ça ne marche pas ? Pourquoi le suivi n'est-il pas fait ? Comment intégrer de plus les nouveaux enjeux : migrations, réfugiés climatiques auxquelles les villes sont de plus en plus confrontées ? Comment prendre en compte l'agenda de la spéculation et de la dette ?

Pour passer à l'action il faut être acteur dans les faits. Les villes sont indispensables pour apporter des solutions durables, mais ont très peu accès aux mécanismes de financement. L'autre défi est de faire comprendre aux Etats, en appuyant les villes, qu'ils ne perdent pas leur pouvoir, qu'ils vont mieux atteindre leurs objectifs.

23/09/2019 à 21.22 :

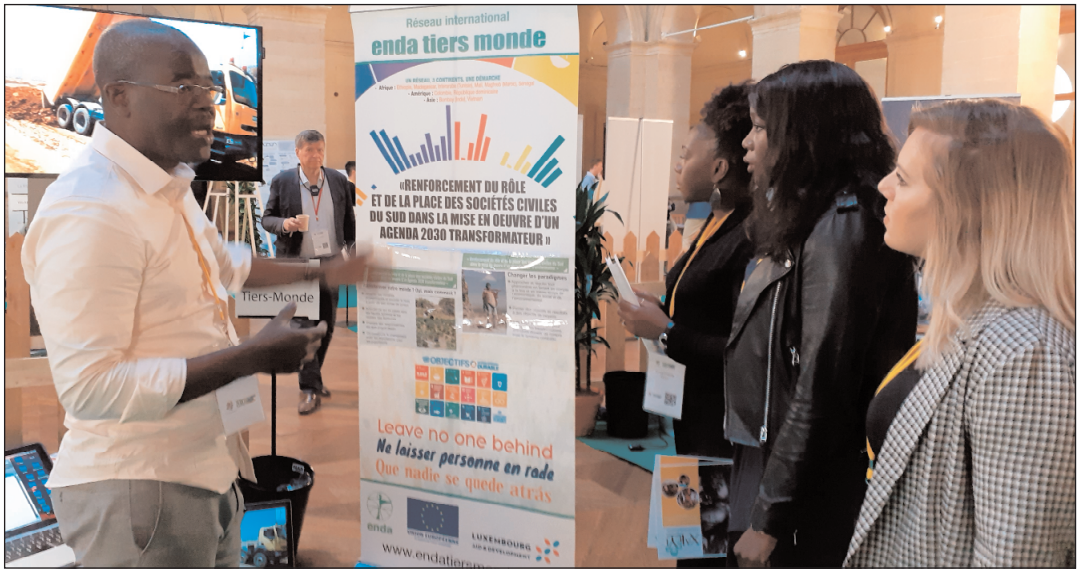
Panel : localisation de l'agenda 2030 – comment les villes peuvent déclencher la répons nécessaire face aux changements climatiques

Freetown : Les villes ont presque toutes des plans. L'Odd 11 définit clairement la fonction des territoires. Malheureusement, dans les faits, les villes sont oubliées. Dans la mise en ouvre de l'agenda 2030, Freetown a un plan d'actions qui prend en compte la diversité et la transversalité des Odd, car nous sommes convaincus que nous sommes un levier d'actions. Message : Assurons-nous qu'on mette les villes au cœur des politiques pour la localisation et la mise en œuvre de l'Accord de Paris.

●

FORUM MONDIAL
DES CONVERGENCES

Enda expose à Paris pour le développement durable



La 12e édition du Forum mondial Convergence (Fmc) s'est tenu les 5 et 6 septembre à Paris. Organisé sur le thème «Inégalités – Transitions – Solutions», un tryptique qui pose les défis actuels du monde, elle s'est penchée sur les changements nécessaires pour l'émergence de rapports plus justes, plus équitables dans le monde et a poussé à réfléchir sur les voies et moyens par lesquels aller vers l'édification d'un futur différent pour tous. Après l'échec des Objectifs du millénaire pour le développement, c'est le nouveau pari dans lequel s'est engagé le monde avec les Objectifs de développement durable.

A côté d'autres Ong venues de par le monde, Enda tiers-monde a participé à ce Forum à travers son projet «Renforcement du rôle et de la place des sociétés civiles du Sud dans la mise en œuvre d'un agenda 2030 transformateur», co-financé par l'Union européenne et la coopération luxembourgeoise. Dépliants, affiches, brochures, projections de vidéo sur les activités de Enda au Sénégal et dans le monde ont permis à Enda de partager les enjeux et les défis de ce projet.

Koly Sékou, un des visiteurs au stand d'Enda, ancien étudiant malien au Sénégal et travaillant dans le milieu de la finance en France fait partie de ceux qui ont affiché leur intérêt à l'exposition. Son rêve, c'est de *«revenir en Afrique pour travailler dans le soutien des communautés. C'est le principal levier du développement auquel croire après les échecs que nos Etats ont connus pour différentes raisons»,* soutient-il. Avec quelques airs de nostalgie, il lâche : *«J'ai connu Enda au Sénégal dans les années 1990. C'est une organisation qui faisait beaucoup de choses pour les populations démunies. Cela m'avait beaucoup marqué».*

Le défi du développement

Autre visiteuse de l'expo d'Enda, Mme Helene Demaegt, une Allemande qui travaille pour Synergie Solaire, *«un Fonds de dotation de la filière européenne des énergies renouvelables qui appuie des Ong porteuses de projets humanitaires»,* explique-t-elle. Elle cherche à voir comment conforter ses activités dans le Sud.

Natalia R. Carrillo, elle, tient un stand pour Hedera, une organisation spécialisée dans la collecte et l'exploitation des données. Elle a profité d'un moment de pause pour s'approcher du stand de Enda : *«Nous savons que c'est important et nous travaillons à aider les Ong à avoir des repères spécifiques pour documenter leurs activités et les changements intervenus sur le terrain. Notamment dans les domaines de l'eau et de l'assainissement, mais aussi de l'énergie».*

Les questions du public ont surtout porté sur Enda et sur son projet sur les Odd, mais aussi sur le rapport annuel de l'insitution,et sur le Rapport alternatif pour l'Afrique (Rasa) ainsi que les vidéos sur les activités de Enda.

L'exposition s'est poursuivie le vendredi 6 septembre, en parallèle avec une conférence sur le développement durable, en paricular un panel sur la question de la pauvreté. Différentes expériences de luttes ont été présentées, du Maroc, de la Tunisie, de la Grèce, des Philippines, du Niger.

En prélude à ce débat, l'ouverture du Forum a vu les interventions de M. Frédéric Roussel, président de Convergences, de M. Jean-Louis Bancel, président du Crédit coopératif pour qui, dans le développement durable, *«la solidarité se construit, se propose, se transmet»*, de M. Rioux, directeur de l'Agence française de développement, qui estime que si *«les peuples ont une conscience vive des enjeux qui se posent pour la planète, ils n'en parlent pas assez, car 80% des gens ne savent pas»,* de M. Mahmoud Mohieldin, vice-président senior du Programme de développement à l'horizon 2030 à la Banque mondiale, qui estime que *«le défi du développement durable est d'investir dans le capital humain* (santé, éducation, notamment), *dans les infrastructures et dans la résilience aux menaces actuelles* (conflits, terrorismes)» et de Mme Catherine Cano, administratrice de l'Organisation internationale de la francophonie.

Le Fmc a réuni 4000 personnes. ●

Enda Tiers monde entre en action pour la semaine «agir pour les Odd»

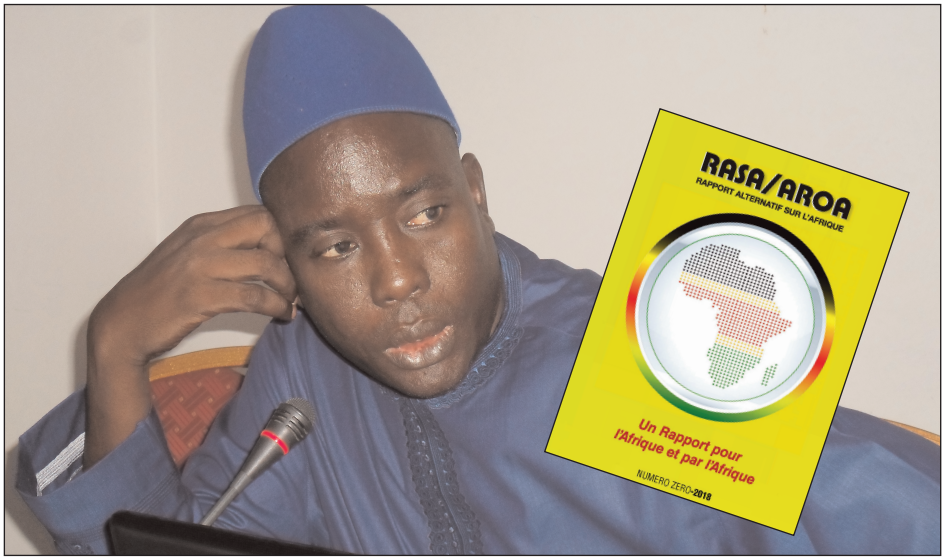
Du 20 au 30 septembre 2019, le réseau Enda Tiers monde s'est engagé dans une série d'activités pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et des Objectifs de développement durable, dans le cadre de la semaine «Act4SDGs» (agir pour les Odd). Les différentes entités d'Enda en Afrique, en Asie et en Amérique latine-Caraïbes ont ainsi mené, dans le cadre du projet «Renforcement du rôle et de la place des sociétés civiles du Sud dans la mise en oeuvre d'un Agenda 2030 transformateur», soutenu par l'Union européenne et le ministère des Affaires étrangères du Luxembourg, différentes activités,

Entre autres, Enda Dominicana (République Dominicaine - *voir photo*) a participé, le samedi 28 septembre, à Saint Domingue, à la discussion organisée par Youth Action Hub autour des thématiques de l'entreprenariat et de l'emploi des jeunes (ODD n°8 - Travail décent et croissance économique). Différents jeunes dominicains et latinos, entrepreneurs qui ont créé leurs organisations de défenses de certaines Odd, ont expliqué et débattu de leurs intitatives. *Enda Newsletter* y reviendra.

Dr CHEIKH GUEYE, secrétaire permanent du *Rapport Alternatif sur l'Afrique*

«Il nous faut rompre avec la dépendance conceptuelle»

Le secrétariat permanent du Rapport Alternatif sur l'Afrique (Rasa) prépare le deuxième numéro de son rapport. Ce document, qui jette sur l'Afrique un regard propre aux Africains, entend changer les perspectives d'analyse à l'endroit co,ntinent. Avec des paradigmes nouveaux, il se pose comme un outil de résistance pour «un vrai changement en Afrique». Ainsi le définit son secrétaire permanent, Cheikh Guèye, engagé dans la préparation du numéro 1 du rapport, dont le lancement de la première édition a été un «succès».



Enda : A quelle fin le Rapport alternatif sur l'Afrique a-t-il lancé ?

Cheikh Guèye : Cela fait de longues années qu'Enda s'est positionnée dans la bataille des idées, comme bâtisseur d'alternative, et travaille pour que l'Afrique sorte de la dépendance économique mais aussi de la dépendance scientifique. Mais encore, de la dépendance dans le domaine des savoirs, dans le domaine conceptuel par rapport à la notion du développement. Cette bataille est un fil conducteur pour ce que nous entreprenons depuis de longues années.

Cela, Enda l'a toujours fait avec des organisations sœurs comme le Codesria et l'Idep (Ndlr: Institut africain de développement économique et de planification), entre autres, avec la complicité de grands intellectuels du continent comme Cheikh Hamidou Kane, Ki-Zerbo, etc., mais aussi d'autres penseurs de pays du Sud. Ce n'est pas un hasard si le Conseil d'administration de Enda a compté des Asiatiques,

Suite page 10

ODD 3, 4 ET 8

Ecopole au chevet de l'école, de la vie saine et du plein emploi

Enda Ecopole a organisé, les 17 et 18 septembre 2019, avec ses partenaires de terrain, un atelier de recherche-action en vue d'une meilleure identification des indicateurs pertinents liés aux Objectifs de développement durable, en particulier les Odd 3, Odd 4 et Odd 8. Adoptés en 2015 par les Nations unies, les Odd devraient permettre, d'ici 2030, d'éradiquer l'extrême pauvreté des pays en développement, de mettre fin aux inégalités, de favoriser la paix et à la justice, etc., pour l'édification d'un monde meilleur.

Au nombre de 17, les Odd succèdent aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (Omd) dont le bilan des efforts engagés dans la période de 2000 à 2015 montre que les effets attendus n'ont pas produit les résultats escomptés. Avec les Odd, que les Nations ont voulu plus inclusives des populations et de leurs communautés, une nouvelle approche a été mise en place, qui devrait assurer leur succès. L'intervention de Enda, à travers le projet «Renforcement du rôle et de la place des sociétés civiles du Sud dans la mise en œuvre d'un Agenda 2030 transformateur», vise l'atteinte de ce succès.

Avec l'Odd 3, l'atelier d'Ecopole entendait identifier et proposer les indicateurs pour évaluer *«les moyens de vivre une vie saine et promouvoir le bien-être à tous les âges»*. Quant à l'analyse de l'Odd 4, elle devrait aider à mesurer les initiatives pour *«assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie»*. Enfin, l'étude de l'Odd 8 a permis de voir comment *«promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous»*.

Cette activité de Enda Ecopole s'inscrit dans le cadre de la convention de 4 ans signée entre Enda Tiers-monde et l'Union européenne (2018–2022), en vue de permettre à celui-ci d'apporter sa contribution à une plus grande vulgarisation des Odd. Son projet "Renforcement du rôle et de la place des sociétés civiles du Sud dans la mise en œuvre d'un Agenda 2030 transformateur", mené également avec le soutien de la Coopération luxembourgeoise, va donner plus d'opportunité aux organisations de la société civile qui jouent un rôle déterminant dans le dialogue citoyen.

L'atelier de recherche-action a réuni une trentaine de participants, venus essentiellement des groupements et organisations de base partenaires avec lesquelles Ecopole expérimente des actions sur le terrain au niveau des quartiers et des villages. La a permis d'identifier et de formuler des indicateurs pertinents liés aux Odd 3, 4 et 8, ceci à partir des travaux menés au sein d'Enda Ecopole. L'atelier a aussi abouti à un plan d'action pour favoriser un avenir meilleur et plus durable, face aux défis mondiaux auxquels les populations se trouvent confrontées, en particulier au Sénégal. Des défis liés à la pauvreté, aux inégalités, aux effets du changement climatique, à la dégradation de l'environnement à la prospérité, à la paix et à la justice.

dont des Chinois, des Japonais, ainsi que des Latino-Américains... Cette dimension Sud, dans le combat des idées, a toujours été présente à Enda. Le Rapport alternatif découle ainsi d'un constat : le commerce des idées a toujours été défavorable aux pays du Sud. La plupart des choses qui s'y passent, de manière souterraine, ne sont jamais analysées d'une manière positive pour nous. Il s'agit de rapports orientés vers les intérêts de gens qui veulent investir en Afrique, qui cherchent à nous insérer dans leurs marchés, à nous maintenir dans la dépendance économique et conceptuelle, dans toutes ces dépendances qui s'articulent entre elles. Le Rapport alternatif se pose comme une alternative.

Donc vous cherchez à rééquilibrer le commerce des idées en faveur de l'Afrique ?

Exactement. Il s'est agit de voir comment un rapport fait par l'Afrique pour les Africains peut être élaboré par nous-mêmes, être mené par des intellectuels de diverses origines, ainsi que de diverses postures politiques et sociales, par des gens engagés qui veulent sortir l'Afrique de cette chape qui pèse sur elle. Nous avons trouvé que les rapports sont des outils tellement importants pour nos pays, pour nos décideurs, que nous avons pensé que c'est un domaine qu'il faut investir.

Pour aider les Africains à penser autrement ?

Oui. Penser autrement pour toutes ces personnes qui sont engagées dans le sens de produire un vrai changement en Afrique, mais qui le font uniquement avec le cœur, sans disposer d'éléments documentés, et qui réfléchissent sur des thèmes à enjeu fort dans des domaines de lutte. Donc le rapport vient répondre à ce besoin là.

Est-ce un rapport contre d'autres rapports ?

Si on l'avait conçu comme un rapport contre les autres rapports il aurait sans doute attendu que les autres rapports sortent pour leur répondre point par point. La démarche est autre. Il s'agit d'avoir une attitude alternative aux dominations conceptuelles que nous subissons et de donner une bonne image de l'Afrique dans un contexte marqué, il y a quelque temps encore, par un catastrophisme ambiant alors que notre continent est aujourd'hui présenté sous un certain angélisme comme la nouvelle frontière du monde, comme le nouveau continent… Mais le nouveau continent pour qui ? Sans doute pas pour les Africains… Les autres réfléchissent sur le continent pour mieux le dominer, mieux l'exploiter. C'est contre cette posture que le rapport du Rasa a été initié. Donc, un rapport par l'Afrique pour l'Afrique.

Comment le rapport est-il conçu ?

D'abord il est porté par des institutions qui ont un grand background sur toutes ces questions, mais aussi par tous les Africains qui peuvent y contribuer. Après le numéro zéro paru en juillet 2018, le numéro 1 va sortir en s'appuyant sur des études nationales réalisées dans une dizaine de pays dont le Sénégal, le Maroc, la Guinée-Bissau, l'Ouganda, l'Ethopie, la Tanzanie, le Zimbabwe, le Ghana, le Nigeria et l'Afrique du Sud, avec des contributions locales. A la réception de ces rapports, le secrétariat qui est basé à Enda va élaborer un draft qui fera l'objet d'une conférence internationale, avec la présence de tous les contributeurs.

Feu Samir Amin, ancien président du Conseil d'administration de Enda: un des intellectuels qui ont inspiré le changement de paradimes en Afrique.

Nous n'avons pas les moyens des autres institutions qui peuvent mettre à contribution des groupes d'experts payés à prix fort pour travailler sur un rapport.

La couverture de ces seuls pays vous permet-elle d'avoir une photographie de tout le continent ?

Dans les contributions que nous attendons il y a beaucoup d'analyse qui dépassent le cadre des pays et embrassent une dimension plus large, à l'échelle du continent, sur des questions diverses. Le thème du numéro 1 porte sur la souveraineté des sociétés africaines face à la globalisation.Beaucoup de contributions nous parlent de souveraineté économique, alimentaire, numérique, sécuritaire, etc., mais aussi du panafricanisme et des nouvelles régionalisations. Toutes ces contributions se définissent à l'échelle de l'Afrique. Et les études de cas, au niveau national, viennent enrichir ces analyses qui ont une approche continentale pour donner plus d'éléments de contextes. C'est l'addition de ces deux sections qui fera le rapport.

Quelles sont les institutions qui collaborent avec Enda autour de ce rapport ?

Le Codesria, le Forum du Tiers-monde, la Fondation Rosa Luxembourg, la Fondation Trust Africa, Legs Africa, l'Alliance pour la refondation de la gouvernance en Afrique, etc. En somme beaucoup de «think tank» africains qui sont connus comme des boites à idées et qui sont tous dans la même mouvance qu'Enda. Mais le Rasa c'est aussi un processus qui, d'une part, aboutit à la production du rapport, mais aussi un processus qui lance des thèmes du Rasa à débattre à travers les réseaux sociaux, des rencontres que nous organisons avec les universités, des collaborations que nous lançons avec d'autres institutions. Le fait de tracer ces idées, de discuter avec tous ces milieux, c'est cela qui fait l'originalité du Rasa. Ce n'est pas seulement une production d'intellectuels. C'est quelque chose qui doit être être nourri par les gens qui sont sur le terrain des alternatives, qui cherchent des solutions et les expérimentent avec les populations. On veut que cela soit un levier de changement, on veut que cela transforme les esprits et les mentalités, alimente les luttes, ait un impact sur les politiques qui se mènent, qui nourrissent les résistances des Africains.

Comment le numéro zéro a-t-il été accueilli ?

L'accueil nous a surpris. Nous n'avons pas fini de construire le label de l'initiative, mais les échos que nous avons eus dans la presse continentale et internationale ont permis de projeter le Rasa comme un rapport attendu. La conséquence immédiate c'est la demande de beaucoup de gens qui nous ont approché pour être des contributeurs. Mais il y a aussi des institutions nouvelles qui veulent être intégrées. N'oublions cependant pas que c'est un rapport qui démarre. Le deuxième numéro arrive et nous aimerions qu'il soit lancé le 25 mai 2020, date de la célébration de la Journée de l'Afrique et que progressivement il s'installe comme un rapport référence sur les questions qui intéressent les Africains et qui ne sont pas souvent d'un grand intérêt pour les rapports classiques.

Quelle sera la périodicité de ce rapport ?

Il sera biannuel. Nous n'avons pas les moyens des autres institutions qui peuvent mettre à contribution des groupes d'experts payés à prix fort pour travailler sur un rapport. On laisse murir les idées autour de chaque rapport avant de le produire. Ensuite il faut le laisser vivre dans les débats organisés par l'initiative. ●

17e ANNIVERSAIRE DU DECES DE BUGNICOURT

« Jacques, toujours parmi nous...»

Un public attentif, des témoignages chaleureux, de drôles et instructives anecdotes. C'est ainsi que s'est déroulée la manifestation culturelle de commémoration du 17e anniversaire de feu Jacques Bugnicourt, organisée par le réseau Enda/Tiers-monde, hier.

Senenews - Un hommage mérité. C'est celui rendu hier à Jacques Bugnicourt, qui a été secrétaire exécutif de l'association internationale à but non lucratif Enda/Tiers-monde. Il a quitté ce monde, il y a 17 ans, en 2002.

Ainsi, les membres du réseau, les anciens d'Enda et les amis de Jacques ont marqué l'évènement, en rappelant à tous ceux qui ne l'ont pas approché de son vivant, notamment les plus jeunes, la stature exceptionnelle de l'homme, la noblesse des idéaux qu'il défendait et sa dimension universelle. La cérémonie a débuté par l'hymne d'Enda chanté par les élèves de l'école Jacques Bugnicourt, suivi d'une pièce théâtrale jouée par les mêmes élèves. Ces derniers ont parlé de l'importance d'Enda et aussi rendu hommage au parrain de leur école. Que ce soit par la présence des invités, les mots, les chants et les danses, chaque personne présente a, à sa manière, rendu hommage à Jac*ques Bugnicourt. "Jacques Bugnicourt avait plusieurs dimensions, parmi lesquelles l'humilité et l'unité"*, a témoigné Malick Gaye, membre d'Enda Rup.

Jacques Bugnicourt : Une oeuvre qui survit à travers les héritiers d'Enda.

Des propos appuyés par d'autres témoignages. Mais, au-delà des témoignages, la rencontre a aussi été marquée par les belles mélodies. Des chants traditionnels de chanteuses de Yella. "Tout le monde sait combien Jacques tenait à la culture pulaar", argumente Fatmata Sy, représentante de Cheikh Hamidou Kane et ancienne membre d'Enda. Le secrétaire exécutif du réseau Enda, Moussa Mbaye, a rappelé la portée de l'évènement, tout en réitérant son engagement à Enda. "Cet évènement est certes un moment de nostalgie, mais c'est surtout un moment pour aider les jeunes à pouvoir s'affirmer", ajoute-t-il.

Amadou Kanouté, Président du Cicodev, a entre autres rappelé l'origine d'Enda qui est né à Grand-Yoff, dans les bidonvilles. En plus des mélodies, il y a eu une lecture de textes sur la vie de Jacques Bugnicourt, un poème accompagné à la kora par Abdourahmane Samb. Un vieil ami du défunt, El Hadj Ndiaye, est quant à lui revenu sur sa rencontre avec Jacques. "Il m'a, confie-t-il, fait chanter la dignité humaine".

Pour sa part, Mariam Sow, présidente du Conseil d'administration d'Enda, a rappelé ses débuts avec Jacques. Elle a souligné la noblesse de celui-ci et a demandé à la jeunesse de se renseigner sur lui, afin d'en faire un modèle. Le fondateur d'Enda/Jeunesse action, Fabrizio Terenzio, a souligné l'engagement de Jacques Bugnicourt. De son vivant, témoigne El Hadj Ndiaye, Jacques a toujours porté en bandoulière un message d'unité. "Il n'est certes plus avec nous, mais sa lutte continue", renchérit Moussa Mbaye.

Wilé Sadio DIALLO

Devoir de mémoire et reconnaissance

De lui, l'ancien Premier ministre français feu Michel Rocard disait : *«Il avait déjà le monde dans la tête et le sort des humbles et des pauvres comme priorité absolue».* ***A l'occasion du dix-septième anniversaire du décès de Jacques Bugnicourt, le Réseau Enda Tiers monde lui a rendu hommage le mardi 16 avril 2017.***

Il y sept ans, le 16 avril 2002, Jacques Bugnicourt décédait brutalement en France. Trente et un an de présence et d'engagements au Sénégal prenaient ainsi fin. Né le 16 mars 1930 à Le Cateau, dans le nord de la France, il était arrivé au Sénégal en 1961, pour devenir le Directeur de l'aménagement du territoire, dans le ministère du Plan alors dirigé par l'écrivain Cheikh Hamidou Kane. L'œuvre majeure de la vie de Jacques Bugnicourt émergea en 1972, avec la création de l'Ong Enda Tiers monde, engagée dans la défense de l'environnement, la lutte contre la pauvreté et l'émergence d'un monde plus équitable. Aujourd'hui secrétaire exécutif d'Enda, M. Moussa Mbaye confie que l'organisation est restée dans ce défi qui consiste à bâtir, au Sénégal et dans le monde, des sociétés *«juste et équitable, plurielle et inclusive»*. (voir encadré)

Cheikh Hamidou Kane, avait défini Jacques Bugnicourt comme un *nitt ku baax* (un homme bon, un homme de bien). C'était à l'occasion de la cérémonie de dénomination de l'ancienne rue Kléber, où se trouve le siège de secrétariat exécutif d'Enda, pour le nommer rue Jacques Bugnicourt.

La création d'Enda en 1972, au lendemain de la Conférence de Stockholm sur l'environnement, avait engagé Bugnicourt dans différents combats tous portés sur la lutte contre la pauvreté, la consolidation d'une économie populaire et l'amélioration des conditions d'existence des populations marginalisées. Autour d'Enda se sont ainsi développées différentes entités en même temps que Dakar devenait le pôle d'une internationalisation qui a fait essaimer l'organisation en Afrique, en Asie et en Europe (voir encadré)

A l'occasion de la cérémonie de témoignages organisée en sa mémoire, au siège de l'Unesco à Paris, le 29 avril 2002, en présence d'une délégation d'amis et de collaborateurs venus du Sénégal, l'ancien Premier ministre français, feu Michel Rocard, auquel l'a lié une amitié de cinquante-deux ans, disait à propos de Jacques Bugnicourt : *«Jacques était déjà ce qu'il a toujours été, incroyablement mal fagoté, totalement concentré sur ce qu'il considérait qu'il avait à faire et quasi méprisant pour ceux à qui importaient les notions de loisir, de weekend, de sport ou de spectacle. Il avait déjà le monde dans la tête et le sort des humbles et des pauvres comme priorité absolue».* **(Enda)**

Source : *Le soleil* du 21-22 septembre 2019

Santé & Environnement

«Le développement durable ne doit pas être victime de l'approche élitiste»

MOUSSAMBAYE, SECRETAIRE EXECUTIF DE ENDA TIERSMONDE

«Le développement durable ne doit pas être victime de l'approche élitiste»

Les transformations attendues des Objectifs de développement durable (Odd) seront difficilement réalisables sans l'appropriation de l'agenda par les communautés, soutient Moussa Mbaye. Le secrétaire exécutif d'Enda Tiers-Monde est également convaincu que pour lutter contre la pauvreté, il est impératif de changer les modes de production qui sécrètent des inégalités de manière structurelle.

Pouvez-vous nous parler du Projet« Renforcement du rôle et de la place des sociétés civiles du Sud dans un agenda 2030 transformateur » soutenu par l'Union européenne et exécuté par Enda Tiers-Monde ?

C'est une action qui intervient dans le cadre d'un partenariat stratégique signé entre le réseau international Enda Tiers-Monde et la commission de l'Union européenne. Elle s'est engagée avec 25 réseaux internationaux de sociétés civiles qui ont été sélectionnés pour ce partenariat stratégique. Il s'agit de travailler pour faire de l'agenda de développement durable un instrument de transformation sociale. Il a été démontré que le rôle et la place de la société civile sont importants, sinon déterminants, dans la mesure où cet agenda ne doit pas être seulement l'affaire des Etats, suivi par des experts et traduit par des interventions techniques dans le pays. Au contraire l'agenda doit concerner tous les citoyens afin de parvenir aux changements attendus. La société civile doit être au premier plan sinon nous resterons à l'étape de slogan ou d'un projet qui ne concerne que des experts ou des techniciens. En 2016, nous avons signé un partenariat stratégique avec l'Ue pour accompagner et appuyer le Plan stratégique du réseau international Enda Tiers-Monde. D'où le lancement du projet qui s'intitule : « Renforcement du rôle et de la place des sociétés civiles du Sud dans un agenda 2030 transformateur ».Concrètement nous avons identifié les mécanismes pour que ce projet devienne une réalité en tirant des leçons du passé. Le mot-clé pour cet agenda, c'est l'appropriation. Nous avons tiré des leçons d'engagements précédents, notamment les Objectifs du millénaire pour le développement (Omd) dont leur élaboration et leur schéma institutionnel ont été peu participatifs. En réalité, ces objectifs sont peu connus des populations à la base et des acteurs chargés de mener des changements dans une commune, un quartier ou un secteur. L'un des éléments essentiels sur lequel Enda travaille pour renforcer les capacités de la société civile, c'est de faire en sorte que celle-ci s'approprie la philosophie, les critères du développement durable et en ait sa propre compréhension. Nous collaborons avec 20 entités d'Enda à travers trois continents. Beaucoup de ces entités sont basées au Sénégal. La notion et l'approche du développement durable doivent être domestiquées. Je dois aussi dire pour les Omd, il manquait la contractualisation ou le contrat social. (...)

Le projet a démarré il y a quelques années. Quel bilan tirez-vous de sa mise en œuvre ?

Nous sommes déjà à 4 ans depuis la signature de cet agenda des Objectifs de développement durable. Mais les transformations peinent à se faire parce que nous restons dans une approche cloisonnée objectif par objectif. Il faudrait que les communautés se sentent plus concernées. Nous devons reconnaître que par rapport aux Omd, il y a une plus grande participation de la société civile dans l'élaboration, et beaucoup plus d'espaces de participation au point de vue institutionnel dans les pays comme au niveau des Nations unies avec leur forum politique auquel nous avons participé cette année. Pour tirer un bilan, c'est

cet ingrédient qui manque pour que ce qui est défini comme changement puisse arriver. Il n'y a pas encore le niveau d'appropriation et d'implication souhaité des populations. S'y ajoute le manque de transversalité. Leurs approches des projets ne correspondent pas aux exigences du développement durable. Celui-ci requiert une approche complexe. Aujourd'hui nous ne pouvons pas penser la lutte contre la pauvreté sans penser en même temps la préservation de l'environnement, ni au développement économique ou à l'industrialisation. Pour lutter contre la pauvreté, il ne s'agit pas seulement de faire des perfusions aux communautés, mais il faut transformer un système, les modes de production qui sécrètent des inégalités de façon structurelle. Pour y arriver, il faut que l'entreprise change son paradigme. Elle doit rompre avec l'exploitation abusive des ressources naturelles, il faut penser surtout à l'impact que cette exploitation pourrait avoir sur les écosystèmes, sur les groupes vulnérables, et même sur les systèmes de production. Les citoyens doivent changer de comportements car certaines habitudes de consommation aggravent nos problèmes liés à la pollution, aux déchets. Il en est de même pour les Etats et les institutions pour ce qui est de la gouvernance. Donc, ce nouveau paradigme n'a aucune chance de prospérer si nous adoptons uniquement l'approche technique. C'est dans lavie quotidienne que chacun de nous doit faire cet ajustement qui permet d'avoir une planète plus vivable, de sauvegarder ce que nous avons et d'assurer la paix et la sécurité. Ces changements sont indispensables tant au plan individuel que collectif et institutionnel, sinon nous rencontrerons les mêmes problèmes en 2030.

Est-ce qu'il y a des chances que des pays africains réalisent ces Odd ?

L'espoir est là dans la mesure où il y a cette prise de conscience qu'il faut transformer pour ne passe retrouver dans l'impasse. Pour les pays du Sud, la situation difficile doit pouvoir créer un déclic. Aujourd'hui, avec cette prise de conscience surtout de la jeunesse, nous pensons être en mesure de faire cette transformation, même si elle n'est pas évidente. Il y a une nécessité d'investir massivement dans la sensibilisation, la communication pour que les uns et les autres comprennent les enjeux et les ajustements à faire. La situation n'est pas facile. (...)

Propos recueillis par Idrissa Sané

Enda - Complexe Sicap Point E
Avenue Cheikh Anta DIOP - BP : 3370 - Dakar, Sénégal
Tél.: (+221) 33 869 99 61
se@endatiersmonde.org - www.endatiersmonde.org